



# **Vivre et réagir à des discriminations omniprésentes dans la société française**

Anaïk Purenne, Guillaume Roux

## **► To cite this version:**

Anaïk Purenne, Guillaume Roux. Vivre et réagir à des discriminations omniprésentes dans la société française. Saint-Denis au fur et à mesure, 2022, 73, pp.49-53. <hal-04153807>

**HAL Id: hal-04153807**

**<https://hal.science/hal-04153807v1>**

Submitted on 6 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# **Saint-Denis** **au fur et à mesure**

**N° 73**

**octobre 2022**

**Saint-Denis territoire de migrations (3)**  
**Chercheur.e.s, actrices et acteurs**  
**locaux.ales en dialogues**

**Actes de la 3<sup>e</sup> journées d'études**  
**du 5 mai 2022**

**Vivre et parler les discriminations**

La revue du secteur des études locales

Fondateur : Jean-Claude Vidal

# Le secteur des études locales

Le secteur des études locales anime et édite « Saint-Denis, au fur et à mesure... », revue communale d'études.

Le secteur des études locales a pour mission principale de participer – à partir des méthodologies des sciences sociales - à l'élaboration d'une meilleure connaissance de la société locale et de l'activité municipale afin de favoriser des réflexions prospectives, des réflexions sur les politiques municipales et de conforter le rapport au réel de l'instance municipale.

La démarche du secteur des études locales se mène en resserrant les liens entre chercheurs et acteurs sociaux dans le respect des spécificités de chacun, de leurs rôles et compétences propres, ce qui implique autonomie, écoute réciproque et dialogue permanent.

Le secteur des études locales réalise (ou participe à la mise en place) des études de cadrages socio-démographiques et des recherches sur la société locale dans les domaines des sciences sociales. Il suit également des études plus finalisées mises en place par les Directions qui le sollicitent. Il intervient en conseil auprès des Directions pour la mise en place d'études et l'exploitation de données. Il mène, dans son domaine, une mission de coordination, de synthèse et de socialisation des connaissances.

Depuis 1991, « Saint-Denis, au fur et à mesure » se donne pour objectif de constituer un temps fort de socialisation d'informations, de données, d'études, de sources d'information,... Il s'agit avant tout d'un instrument de travail qui vise à favoriser des élaborations collectives contribuant par leurs apports à éclairer, au fur et à mesure, le mouvement de la société locale dans tous ses aspects. « Saint-Denis, au fur et à mesure » publie des textes de socialisation de savoirs, d'études et de recherches élaborés par des acteurs sociaux, par des chercheurs et étudiants et autres partenaires de la Ville.

# SAINT-DENIS

## Au fur et à mesure

Coordination du numéro :

**Jean-Barthélemi Debost,**

historien, responsable de la mission sciences société  
de l'Institut Convergences Migrations

**Delphine Leroy,**

anthropologue, maîtresse de conférence en sciences de l'éducation,  
Université paris 8 Vincennes-Saint-Denis, laboratoire Experice,  
Affiliée à l'Institut Convergences Migrations

**Alphonse Yapi-Diahou,**

professeur émérite, université de Paris 8/UMR LADYSS,  
ancien directeur de l'école doctorale sciences sociales ED 401

**Christine Bellavoine,**

sociologue, responsable du secteur des études locales,  
Mairie de Saint-Denis

Coordination :

**secteur des études locales**

Mairie de Saint-Denis - BP 269 - 93205 SAINT-DENIS CEDEX 1

tél. 01 49 33 69 01 - fax. 01 49 33 66 33

[christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr](mailto:christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr)

ISSN 2823-006X

### 3.4 Vivre et réagir à des discriminations omniprésentes dans la société française

Anaïk PURENNE, sociologue ; Guillaume ROUX, politiste

Cette analyse est issue d'une enquête collective de plusieurs années (2014-2018), menée dans des quartiers populaires en France (au Blanc-Mesnil, à Roubaix, à Villepinte, à Vaulx-en-Velin, à Lormont et à Grenoble), mais aussi à Londres, Los Angeles et Montréal<sup>7</sup>. Si la preuve de l'existence en France de discriminations ethno raciales n'est plus à faire – notamment depuis la première enquête *Trajectoires et origines* coordonnée par l'Ined (Beauchemin, Hamel & Patrick Simon, 2015) –, il s'agissait de mieux cerner ce que produit l'épreuve du racisme et des discriminations sur celles et ceux qui les subissent de plein fouet. On sait que les habitants des quartiers dits populaires participent moins que la moyenne à la vie électorale et associative (Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen, 2007). Au regard de la distance qu'entretient la majorité des habitants de ces quartiers avec la politique instituée, on pouvait faire l'hypothèse qu'ils sont peu enclins à politiser leurs expériences de discrimination. On pouvait se demander également si l'interprétation de ces expériences négatives elle-même ne dépend pas de l'histoire nationale, et de la façon dont la question raciale a été construite dans chaque pays. De fait, les enquêtés français s'avèrent plus hésitants que les personnes interrogées à l'étranger lorsqu'il s'agit de mettre des mots sur leurs maux – nommer, interpréter voire politiser l'expérience d'un racisme et de discriminations.

Pour autant, nous avons été frappés par la fréquence de ces expériences de discrimination dans les 160 récits de vie que nous avons recueillis en France : quasiment toutes celles et ceux avec qui nous avons échangé avaient une histoire marquante à raconter, qui les avait questionnés, troublés, blessés, déstabilisés. Notre enquête confirme aussi l'importance des discriminations d'origine institutionnelle : près des deux tiers des 245 personnes interrogées en France et à l'étranger font ainsi état de traitements inégaux par la police (30 %) ou à l'école (42 %, qui ne proviennent pas toujours du personnel scolaire), en raison de leur « origine », de leur religion supposée ou de leur lieu de résidence. Ce phénomène massif laisse des traces sur les individus. La discrimination ethno-raciale a des effets concrets, objectivables, sur les possibilités d'ascension sociale, l'espérance de vie, la mobilité spatiale et résidentielle, le rapport aux institutions et à l'État... Certains des enquêtés rencontrés à Londres ou Montréal ont même quitté la France pour fuir le racisme, à l'image de Sylvie, née aux Antilles et qui a passé son enfance dans l'agglomération lyonnaise. Les expériences répétées de racisme et de discriminations ethno-raciales à l'école puis dans le monde du travail l'amènent à émigrer au Canada dans l'espoir d'échapper à un certain « déni de citoyenneté » et d'accéder à une vie meilleure : « *La France, qui est mon pays, ne m'a jamais donné l'opportunité de pouvoir me sentir française* », explique-t-elle.

Comme dans cet exemple, ces expériences entraînent, plus souvent que nous n'en faisons l'hypothèse, un processus de conflictualisation, c'est-à-dire

<sup>7</sup> Cette recherche coordonnée par Julien Talpin a bénéficié d'un financement de l'ANR « Jeunes chercheurs, jeunes chercheuses ». Les résultats détaillés de cette enquête sont présentés dans Julien Talpin, Hélène Balazard, Marion Carrel, Samir Hadj Belgacem, Sümbül Kaya, Anaïk Purenne, Guillaume Roux (2021).

une forme de critique de l'ordre social existant, qui permet de rapporter l'expérience personnelle, singulière, à des causes générales (Cf. tableau *infra*). On considère qu'il y a politisation quand le tort vécu est rapporté à un ou des groupes partageant des caractéristiques similaires (permettant le passage du *je* au *nous*), et lorsque ce tort est renvoyé, dans une perspective conflictualisante, à des causes structurelles – le fonctionnement de la société française, ou de certaines institutions, son passé colonial, etc. – plutôt qu'aux propriétés individuelles spécifiques du discriminant (la discrimination relèverait par exemple de la « bêtise » de certains individus)<sup>8</sup>.

**Causes de l'expérience discriminatoire évoquée en entretien, selon les enquêtés<sup>9</sup>**

		<b>Occurrences dans les entretiens</b>
<b>Causes individuelles / situationnelles</b>	Stérotypes/Préjugés/"Intolérance"	69
	Ignorance/Bêtise/ « Rabaïsser les autres »	61
	Fréquentation d'un espace ou quartier mixte	32
	Attitude de la victime	21
	<b>Total Causes individuelles / situationnelles</b>	<b>183</b>
<b>Causes politiques / générales</b>	Stigmatisation des musulmans après les attentats	51
	Action des institutions locales (mairie, école, services publics)	43
	Lois (voile 2004, état d'urgence, etc.)	35
	Colonialisme/Histoire nationale/ Esclavage	21
	Racisme de la police	13
	Médias	13
	Pays raciste	8
	<b>Total Causes politiques / générales</b>	<b>184</b>
<b>Difficile à identifier</b>		18

L'expérience de la discrimination vient alors heurter une attente normative fondamentale – le traitement équitable dû à tous les citoyens – et nourrir un sentiment d'injustice et une politisation chez des individus qui sont par ailleurs très défiants à l'égard de la politique instituée, et souvent ne votent pas ou plus. Loin de l'image dépolitisée des banlieues, notre enquête montre que l'expérience des discriminations produit de la politisation. Ceci alors même que ces discrimina-

<sup>8</sup> Sur cette conception élargie de la politisation, voir Duchesne & Haegel (2004) ; Hamidi (2006).

<sup>9</sup> Les enquêtés ont pu évoquer plusieurs expériences, et plusieurs causes pour une même expérience.

tions sont largement dépolitisées dans le débat public, où elles sont présentées couramment comme le fruit de préjugés ou de dispositions individuelles, qu'il suffirait de remodeler par des mesures éducatives ou punitives.

Bien qu'ils politisent leurs expériences de discrimination ou stigmatisation, les individus font souvent le choix, lorsqu'ils y sont confrontés, de les « laisser passer » ou de « ne pas trop en faire » – une réaction que nous désignons sous le terme de *composer*. *Composer* ne veut pas dire rester sans réaction. C'est aussi un savoir-faire, pouvant parfois relever d'un « art de la résistance » plus ou moins ambigu. Confrontés de manière récurrente à des expériences stigmatisantes, certains de nos enquêtés sont devenus, à cet art, très habiles : tout en évitant de trop s'exposer (voire de se mettre en danger), ils savent exprimer de manière détournée une protestation, en appeler à une norme égalitaire ou, au moins, « sauver la face ». Par exemple, le recours à l'humour permet d'éviter l'opposition ouverte ou la confrontation, tout en exprimant, de manière implicite, une réprobation ; l'humour pouvant même s'assimiler, dans certains cas, à une forme de « résistance » subtile<sup>10</sup>. Ce qui n'empêche pas les individus de s'attacher souvent à dissimuler, lorsque c'est possible, le stigmate, ou de s'efforcer « d'en faire plus » (dans leur scolarité ou au travail) pour limiter les discriminations, ou les rendre moins probables. En effet, l'idée qu'il est nécessaire, pour les membres des minorités, « d'en faire plus » est fortement ancrée chez nos enquêtés. L'existence de discriminations leur imposerait de se montrer irréprochables – compétents, persévérants, déterminés, etc. – construisant un rapport au travail et à soi que les enquêtés intègrent souvent dès l'enfance. Amir, 52 ans, formateur en auto-école à Vaulx-en-Velin, insiste sur la transmission intergénérationnelle de cette norme : « *J'ai toujours dit à mes enfants, certes vous êtes nés en France, il n'y a pas plus lyonnais, pas plus français que ça. Mais vous aurez toujours le devoir de faire un peu plus, toujours faire plus que Durand Jean-Paul pour être accepté dans ce pays* ». Les plus jeunes semblent avoir largement intégré ce discours parental, à l'image de Aylene, 20 ans, à Grenoble : « *on nous a toujours dit : "si eux doivent travailler une heure, tu dois travailler quatre heures". Mais tu réussis quand même* ».

Parmi les tactiques visant à *composer*, les individus peuvent aussi éviter les lieux ou les situations jugés « à risque » ; des choix qui peuvent réorienter l'existence tout entière. Près d'un enquêté sur dix présente ainsi l'entre-soi du quartier comme protecteur. C'est d'autant plus le cas pour les enquêtés ayant été exposés à des formes de violence raciste. Si celles-ci peuvent être exacerbées dans certains pays étrangers – les États-Unis ayant une longue tradition à cet égard – la France n'en est pas exempte. Ainsi, la menace que constituent les violences racistes conditionne, dans une certaine mesure, le rapport à l'espace des minorisés. Cela peut même conduire certains enquêtés à quitter le territoire national pour des espaces perçus comme plus sûrs ou moins oppressants. Outre la violence, les contrôles policiers comme les micro-agressions, plus fréquents dans les « espaces mixtes » (au plan ethno-racial) et les centres-villes, façonnent aussi les pratiques socio-spatiales. Le repli sur le quartier, forme « d'exil intérieur », constitue alors un moyen de contourner les discriminations, même si les individus n'y restent jamais complètement cantonnés.

---

10 François Dubet et ses collègues classent ainsi l'humour parmi les manières de lutter contre les discriminations, et le définissent comme une « arme des faibles » (Dubet, 2013, p. 118).

Plutôt que de *composer*, les personnes qui font l'objet d'une discrimination peuvent aussi *s'opposer* – les deux n'étant pas nécessairement antinomiques ou incompatibles. C'est un des résultats de notre enquête collective : une majorité d'enquêtés composent à certaines occasions, et à d'autres s'opposent. Si ce choix est lié à certaines dispositions ou caractéristiques individuelles (par exemple, les immigrés de deuxième génération s'opposent davantage que les immigrés de première génération), le poids des situations apparaît décisif dans la manière de réagir aux discriminations (les individus se sentent-ils pris de court, comprennent-ils immédiatement qu'ils sont discriminés, risquent-ils, s'ils s'opposent ouvertement, de perdre leur emploi ou d'être violentés, etc. ?). Par ailleurs, *s'opposer* constitue une réaction très répandue, observée chez près des deux tiers des victimes de discrimination rencontrées. L'analyse met en lumière la pluralité et le caractère processuel des formes d'opposition, qui vont de tactiques de confrontation "sur le vif" (de la réponse verbale au défi physique) à l'engagement collectif, en passant par des formes de résistance non organisée qui échappent habituellement à l'étude des mouvements protestataires. Ces différentes réactions peuvent sur la durée s'alimenter les unes les autres. Ainsi, les tactiques de confrontation "sur le vif" peuvent ouvrir *a posteriori* sur un recours au droit, voire sur des formes d'action collective. Le recours au droit est cependant peu courant sur nos terrains français. Ainsi, seule une poignée de personnes s'engagent dans la voie judiciaire, en portant plainte ou en contactant un avocat. Ces enquêtés ont souvent un lien privilégié avec le champ pénal, via leur socialisation professionnelle ou leurs études. Le contexte national joue également un rôle : les personnes déclarant avoir porté plainte sont plus nombreuses sur nos terrains étrangers qu'en France, où l'arène institutionnelle n'encourage pas le recours au droit.

Il arrive aussi que l'expérience des discriminations pousse certaines personnes à s'engager, voire à créer de nouveaux collectifs pour prendre en charge des problèmes peu reconnus par la société française. Au sein de notre corpus, un peu moins d'une personne sur quatre ayant été victime ou témoin de discrimination s'est engagée dans une action collective par la suite, qui peut être liée aux discriminations de manière indirecte. Parmi les éléments déclencheurs, l'analyse met au jour d'abord le rôle des rencontres avec des militants, et le fait d'être touché personnellement par un événement dramatique, les violences policières jouant en la matière un rôle central. Mais l'engagement est aussi affaire de ressources individuelles : les personnes pour qui l'expérience de la discrimination débouche sur des mobilisations collectives présentent un profil atypique (en termes de capital scolaire notamment) et connaissent souvent une trajectoire d'ascension sociale.

*S'opposer* n'en constitue pas moins une réponse très répandue. Ce résultat confirme que les personnes victimes de discrimination sont loin de demeurer passives et sans voix. Sans produire mécaniquement (ni fréquemment) des militants, les expériences discriminatoires contribuent à la politisation des individus, et constituent ainsi un potentiel d'action collective. L'enquête met ainsi en lumière « l'onde de choc » qui se propage à partir de l'expérience, courante, des discriminations, laquelle est susceptible de susciter des mobilisations collectives d'ampleur. En France, cette onde de choc demeure cependant peu captée, à ce jour, par les mouvements sociaux.



## Bibliographie

**BEAUCHEMIN Chris, HAMEL Christelle & SIMON Patrick, 2015, *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined éditions.**

**BRACONNIER Cécile & DORMAGEN Jean-Yves, 2007, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard.**

**DUBET François, COUSIN Olivier, MACÉ Éric, & RUI Sandrine, *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, Paris, Seuil, 2013, p. 118**

**DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2004, "La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation", *Revue française de science politique*, vol. 54(6), pp. 877-909.**

**HAMIDI Camille, 2006, "Éléments pour une approche interactionniste de la politisation: Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration. *Revue française de science politique*, vol. 56(1), pp. 5-25.**

**TALPIN Julien, BALAZARD Hélène, CARREL Marion, BELGACEM Samir Hadj, KAYA Sümbül, PURENNE Anaïk & ROUX Guillaume, 2021, *L'épreuve de la discrimination*. Enquête dans les quartiers populaires, Presses Universitaires de France.**

# SOMMAIRE

- Page 8**      **Introduction : motivation et objectifs des journées d'étude**, Christine Bellavoine, Jean-Barthélemy Debost, Delphine Leroy, Alphonse Yapi Dihaou. - **Mots d'accueil de la journée**, Oriane Filhol, Bezunesh Tamru, Jean-Barthélemy Debost
- Page 14**      **Mesurer les discriminations**, conférence introductive Patrick Simon
- Page 35**      **Table ronde : Vivre et parler les discriminations**
- Introduction**, Marie Peretti Ndiaye - **Prendre la parole pour être reconnu comme un sujet politique. Des espaces radiophoniques pour développer la prise de parole de personnes à la recherche de refuge**, Séréna Naudin - **« Un monde auquel on n'appartient pas mais auquel on veut appartenir ».** **Favoriser l'insertion globale des femmes vivant en bidonville, squat et/ou hébergement social**, Elena Rupa ; Sara Tilleria Durango - **Vivre et réagir à des discriminations omniprésentes dans la société française**, Anaïk Purenne ; Guillaume Roux
- Page 56**      **Les parcours scolaires et universitaires**
- Introduction**, Jean-Barthélemy Debost - **Étudier un établissement scolaire ségrégué : une exploration de l'influence des dimensions spatiales, sociales et raciales**, Jules Bodet - **Quand le social impose les règles du contrat scolaire dans l'immigration : empêchements des parcours et brouillages des professionnalités éducatives**, Maïtena Armagnague - **Parcours doctoral des étudiant·e·s étrang·er·ère·s à l'épreuve des encadrements réglementaires**, Alphonse Yapi-Diahou
- Page 72**      **Les langues des étrangers, objets de discrimination ou richesses ?**
- Introduction**, Delphine Leroy - **Les langues des étrangers, objet de discrimination ou richesse ?** Philippe Blanchet - **La discrimination par les langues : le travail du défenseur des droits**, George Pau-Langevin - **L'arabe pour tous, pourquoi ma langue est taboue en France ?** Nabil Wakim
- Page 99**      **Conclusion**, Christine Bellavoine